

République de Guinée

Ministère du Plan et de la
Coopération



Coopération technique
allemande

Projet d'Appui à la
Stratégie de Réduction de
la Pauvreté

gtz

**EVALUATION DES CAPACITES DES STRUCTURES
D'APPUI AU SECTEUR PRIVE DE LA
REGION ADMINISTRATIVE DE LABE**

Présenté par

Alsény BAH
Consultant indépendant
Tél.: 60 57 10 43 / 64 57 67 64
E-mail: balseini@yahoo.fr

Labé, juillet 2008

Table des matières

Liste des abréviations.....	6
1 Introduction.....	7
2 Méthodologie.....	7
3 Etat des lieux.....	8
3.1 Organisation Non Gouvernementale (ONG).....	8
3.1.1 Modes et domaines d'intervention des ONG.....	8
3.1.2 Public cible et partenariat des ONG.....	8
3.2 Centres de formation.....	8
3.3 Institutions de microfinance.....	8
3.4 Institutions bancaires.....	9
4 Analyse des institutions d'appui au secteur privé et institutions financières.....	9
4.1 Institutions d'appuis.....	9
4.1.1 Mission et secteurs d'interventions.....	9
4.1.2 Qualité des ressources humaines.....	9
4.1.3 Qualité des équipements des institutions.....	10
4.1.4 Adéquation entre la qualité des ressources et les interventions.....	10
4.1.5 Partenariat et modes de collaboration des structures d'appui.....	10
4.1.6 Forces et faiblesses des institutions d'appui.....	10
4.2 Analyse des institutions financières.....	12
4.2.1 Les banques classiques.....	12
4.2.2 Les institutions de micro crédit.....	12
4.2.3 Forces et faiblesses de la politique de crédit.....	13
3 Conclusions.....	14
4 Recommandations.....	15

Annexes

Annexe 1	Union Guinéenne des Volontaires du Développement (UGVD)	16
Annexe 2	Association des Formateurs pour le Développement de l'Entreprise	20
Annexe 3	Centre Africain de Formation pour le Développement (CENAFOD)	23
Annexe 4	Institut Supérieur Africain pour le Développement (ISADE)	27
Annexe 5	PRIDE Finance	30
Annexe 6	Agence de Commercialisation Agricole (ACA)	32
Annexe 7	Fédération des Apiculteurs de Guinée (FAPI)	35
Annexe 8	Institut National pour l'Appui au Développement Rural (INADER)	38
Annexe 9	PRIDE Formation	41
Annexe 10	Crédit Rurale de Guinée	44
Annexe 11	Cabinet Excel Consulting	45
Annexe 12	Centre de Perfectionnement en Informatique et Anglais (CPIA)	48
Annexe 13	Société Générale de Banque en Guinée (SGBG)	50
Annexe 14	Institution de Micro Finance de la FEPAL	51

Liste des abréviations

Sigle	Significations
ABF	Analyse des Besoins en Formation
ACA	Agence Commerciale Agricole
AFORDE	Association des Formateurs pour le Développement de l'Entreprise
ASRP	Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté
BICIGUI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée
CENAFOD	Centre Africain de Formation pour le Développement
CPIA	Centre de Perfectionnement en Informatique et Anglais
DP	Diagnostic Participatif
FAPI	Fédération des Apiculteurs de Guinée
FEPAL	Fédération Préfectorale des Artisans de Labé
FOGUIRED	Fonds Guinéo Italien de Réconversion de la Dette
FPPD	Fédération des Paysans du Fouta Djallon
GTZ	Agence allemande de coopération technique
IMF	Institution de Micro Finance
INADER	Institut National pour le Développement Rural
ISADE	Institut Supérieur Africain pour le Développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OPIP	Office pour la Promotion des Investissements Privés
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PDL	Plan de Développement Local
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PSI	Population Service International
RA	Région Administrative
SGBG	Société Générale des Banques en Guinée
UGVD	Union Guinéenne des Volontaires du Développement

1 Introduction

Les potentialités du secteur privé en matière de création d'emploi, de revenus ou de système d'apprentissage surtout au niveau des Petites et Moyennes Entreprises (PME) ne sont plus à démontrer dans les pays en voie de développement en générale et particulièrement ceux des pays au sud du Sahara.

La République de Guinée qui s'est engagée dans le libéralisme en tant qu'option de politique économique n'échappe pas à cette règle, en témoigne la création en 1993 de l'Office pour la Promotion des Investissements Privés (OPIP) dont la mission est de promouvoir les investissements privés sur le territoire national et appuyer la création des PME en créant une dynamique et un environnement favorables.

C'est dans ce cadre que l'agence allemande de coopération technique GTZ, à travers son projet d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (ASRP) qui s'est investi depuis plus de deux ans dans la promotion du développement économique local dans la Région Administrative (RA) de Labé, consciente du rôle que peuvent jouer les structures et institutions d'appuis au secteur privé, a commandité une étude pour mieux appréhender leurs capacités d'intervention sur le terrain et comprendre les contraintes qui bloquent leur développement.

Le présent rapport comprend deux parties principales: la première partie est consacrée à la présentation des institutions d'appuis rencontrées et la seconde partie quant à elle présente les analyses faites à l'issue de la collecte des données sur le terrain. Des conclusions et des recommandations suivies d'annexes où figure les informations recueillies à l'aide des guides d'entretien par structure évoluant dans la zone se trouveront à la fin de ce rapport.

2 Méthodologie

L'étude s'est déroulée en quatre phases:

Phase 1: Cette phase a consisté essentiellement à une prise de contact avec l'équipe technique de l'Antenne du Projet GTZ/ASRP à Labé pour une meilleure compréhension commune des termes de références et si nécessaire leur révision en vue d'atteindre les objectifs visés par cette étude.

Phase 2: Dans cette phase, il a été question de la recherche documentaire sur le secteur privé régional et de l'élaboration de deux guides d'entretiens pour les structures d'appuis et les institutions financières ainsi que leur validation auprès de l'équipe technique en vue de la collecte des données sur le terrain.

Phase 3: La phase 3 correspond à la collecte des données sur le terrain par une équipe d'un consultant et d'un co-consultant. L'un a procédé à l'interview et l'autre a pris des notes.

Phase 4: C'est la phase qui correspond au dépouillement et au traitement des informations recueillies sur le terrain y compris la rédaction du rapport provisoire et du rapport final.

De façon résumée, l'étude a touché à l'aide de guides d'entretien 7 ONG de développement, 3 institutions de microfinance, 2 banques classiques, 2 fédérations d'artisans et d'apiculteurs, 2 centres de formations en informatique et gestion et une office de promotion des investissements privés qui relève de l'administration publique. A préciser que deux (2) ONG de développement (AGUIDES et Ballal Guinée) n'ont pu être rencontrées pour cause d'absence du personnel à leur bureau après plusieurs tentatives de prise de rendez-vous.

3 Etat des lieux

L'état des lieux se résume en une description par catégorie d'acteurs de la situation des structures d'appuis au secteur privé rencontrées sur le terrain. Il s'agit notamment des acteurs suivants.

3.1 Organisation Non Gouvernementale (ONG)

Une dizaine d'ONG a été rencontrée sur le terrain. La description qui suit sera basée de façon transversale sur les modes d'interventions, les groupes cibles et le partenariat ainsi que l'environnement institutionnel dans lequel évoluent ces ONG.

3.1.1 Modes et domaines d'intervention des ONG

De façon générale, les ONG se donnent pour mission d'appuyer les communautés rurales et périurbaines dans le processus de développement socio-économique de leur localité dans le but d'améliorer leurs conditions de vie.

Par des méthodes participatives, les ONG s'impliquent activement au renforcement des capacités des organisations socioprofessionnelles à la base, à la bonne gestion des ressources naturelles, à la protection de l'environnement, à la réalisation des infrastructures rurales. Il a été constaté que la zone rurale est le domaine d'intervention privilégié des ONG dans des secteurs comme l'animation, l'agroforesterie, la microfinance, la formation, l'artisanat et l'élevage.

3.1.2 Public cible et partenariat des ONG

Les groupes cibles des ONG en générale sont toutes les composantes des organisations de la société civile dont les associations, les groupements, les élus locaux, les représentants administratifs au niveau déconcentré pour la bonne gouvernance locale.

Sur le plan partenariat, les projets et programmes évoluant dans la zone constituent les partenaires privilégiés des ONG pour la réalisation des activités.

3.2 Centres de formation

Deux centres de formations en informatique et gestion ont été rencontrés, ce sont le Centre de Perfectionnement en Informatique et Anglais (CPIA) et le Cabinet Excel Consulting qui est un bureau d'étude avec une composante de formation en informatique et maintenance réseau.

Ces centres se donnent pour mission de participer au renforcement des capacités en informatique et en gestion d'entreprises non seulement des organisations socioprofessionnelles à la base mais aussi des opérateurs économiques qui veulent instaurer une gestion saine et transparente dans leurs affaires à travers l'instauration de certains outils de gestion comptable comme le bilan, le compte de résultat ou encore le plan de trésorerie.

3.3 Institutions de microfinance

Sur le plan de la microfinance, trois institutions ont été contactées qui sont le Crédit Rural de Guinée, le PRIDE Finance et l'institution de microfinance de la Fédération Préfectorale des Artisans de Labé (FEPAL). La politique de crédit, les types et les modalités d'octroi de crédits ainsi que le mode de gestion de ces institutions seront analysés de façon plus approfondie dans les pages qui suivent.

3.4 Institutions bancaires

La Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée (BICIGUI) et la Société Générale des Banques de Guinée (SGBG) qui ont été ciblées par cette étude offrent une gamme de produits diverse et variée. Mais la culture de crédit n'est pas encore très développée au niveau des opérateurs économiques qui constitue une bonne partie de la clientèle de ces banques.

L'arrivée de deux nouvelles banques dans la région qui sont la First Banque et l'Ecobank suscite beaucoup d'intérêts au niveau des opérateurs économique du secteur privé.

La politique de crédit, les modalités et les conditions d'octroi de crédit feront l'objet d'analyse approfondie au niveau de la partie analyse des institutions financières.

4 Analyse des institutions d'appui au secteur privé et institutions financières

Les analyses qui suivent seront basées sur l'appréciation des expériences des institutions d'appuis au secteur privé, la qualité des ressources humaines et matérielles qu'elles disposent pour l'exécution des activités sur le terrain.

4.1 Institutions d'appuis

La mission a pu rencontrer sur le terrain plusieurs types de structures d'appuis au secteur privé dont notamment les organisations non gouvernementales (ONG), les centres de formation en informatique et en gestion. Pour plus de simplicité dans le traitement des informations recueillies auprès de ces institutions, une analyse transversale des aspects mentionnés ci-dessous sera faite. Des informations plus détaillées par structure rencontrée seront disponibles dans les annexes de ce rapport.

4.1.1 Mission et secteurs d'interventions

La principale constatation qui se dégage au niveau des structures d'appuis rencontrées est la multiplicité de leurs interventions au niveau des secteurs comme l'agriculture, l'élevage, l'environnement, la santé, l'éducation, la lutte contre le VIH/IST/SIDA, la formation des groupes cibles et l'animation sensibilisation.

Il a été constaté qu'il n'existe aucune spécialisation dans les différents appuis que ces structures donnent aux communautés à la base. En raison de cet état de fait, elles ont capitalisé des expériences dans presque tous les domaines dans lesquels elles interviennent. Les approches utilisées sont très souvent bien acceptées par les bénéficiaires à cause du fait qu'ils participent à tout le processus de la conception, à la réalisation des activités en passant par le suivi évaluation. Ils sont donc de véritables acteurs dans tout ce qui est entrepris pour l'amélioration de leurs conditions de vie.

Dans cette démarche participative, les outils utilisés le plus souvent sont le Diagnostic Participatif (DP) et l'élaboration du Plan de Développement Local (PDL). Concernant les interventions il convient de souligner la non pérennisation des acquis sur le terrain et la faiblesse du suivi des activités initiées.

4.1.2 Qualité des ressources humaines

Sur le plan des ressources humaines, le personnel chargé de l'exécution des activités est très hétérogène du point de vue de la formation académique. Certains employés ont fait des études supérieures avec un très bon niveau de formation, d'autres ont juste eu la chance de faire des études secondaires (niveau lycée) et tous se retrouvent dans la même équipe de travail avec des qualifications et motivations différentes. Parfois le climat social est très

détérioré, dans certains cas entraînant des conflits interpersonnels avec comme conséquence la démission de certains.

Il existe rarement un plan de formation et de perfectionnement continu du personnel, encore moins un plan de carrière, soit l'on est animateur, formateur ou président de la structure à vie. Un fait dominant également est le nombre pléthorique de contractuels pour l'exécution des activités sur le terrain très souvent sans aucune qualification requise, la préoccupation étant d'avoir une longue liste d'activités réalisées devant le bailleur ayant accordé le financement.

4.1.3 Qualité des équipements des institutions

Du côté des équipements rencontrés, il convient de signaler le manque notoire de moyens logistiques pour la mobilité des agents employés au niveau de ces structures. On enregistre très souvent des retards dans l'exécution des activités à cause des longues distances à parcourir surtout en zone rurale.

Rares sont les structures équipées en matériel informatique performant; même si ça existe, les agents sont limités dans leur utilisation à cause du bas niveau de formation en informatique. La plupart des structures rencontrées ont des salles de formation bien équipées; elles peuvent organiser des ateliers de formation pour plusieurs personnes, et la majorité ont leur siège mais paie un loyer à la fin de chaque mois.

4.1.4 Adéquation entre la qualité des ressources et les interventions

Il a été constaté une certaine incohérence entre les ambitions de ces structures d'appuis, les moyens matériels dont elles disposent et les nombreux secteurs d'intervention couverts. Très souvent cette incohérence limite leur efficacité sur le terrain. Au niveau des ressources humaines, parfois les capacités managériales sont très limitées et posent un véritable problème de gouvernance interne.

Les ressources matérielles, quant à elles, se trouvent très souvent dans un très mauvais état et sont rarement entretenues. Concernant les interventions, elles sont multiples et variées. Pour assurer leur survie et s'adapter à leur environnement, les structures s'obligent à faire un peu de tout à cause de leur dépendance financière vis-à-vis des bailleurs de fonds.

4.1.5 Partenariat et modes de collaboration des structures d'appui

Concernant les relations partenariales, il existe de petits réseaux entre les structures surtout au moment des soumissions auprès des bailleurs de fonds. Au niveau du mode de collaboration entre les intervenants et les projets ou programmes, les relations sont souvent directes et dépendent de la nature des interventions du partenaire.

Certaines structures sont affiliées à des réseaux sous régionaux ou internationaux. Par ces canaux, ces structures bénéficient de beaucoup d'avantages notamment en matière d'échanges d'informations ou de participation à des forums organisés avec l'appui des bailleurs et l'accès à des sites Internet très intéressants.

4.1.6 Forces et faiblesses des institutions d'appui

Dans la gestion quotidienne de leurs activités, les structures d'appuis au secteur privé rencontrent des contraintes et obstacles qui parfois constituent de véritables freins à leur développement dans l'environnement de leurs organisations. Ces contraintes et obstacles sont parfois maîtrisés par elles, ce sont des forces ou échappent à leur contrôle, ce sont des faiblesses.

Les forces se résument comme suit:

Sur le plan relationnel, il a été constaté l'affiliation de certaines structures d'appuis à des réseaux nationaux, régionaux et internationaux. Cette complémentarité, constitue une force parce qu'elle crée des ouvertures pour ces structures en facilitant les échanges d'informations, d'expériences et même l'accès au financement auprès des bailleurs de fonds qui verront une synergie d'actions à mener pour le développement.

Dans le domaine de l'environnement dans lequel ces structures d'appuis ont évoluées, il a été observé une certaine reconnaissance par les projets et programmes qui utilisent beaucoup ces acteurs pour la réalisation de leurs activités sur le terrain. Cela permet à ces structures d'assurer leur survie par l'acquisition de ressources financières sans lesquelles elles seront condamnées à disparaître à court, moyen ou long terme.

Concernant la gestion interne de ces structures, il a été constaté que l'habitude de planifier les activités avant d'aller sur le terrain est une pratique courante. Ce qui constitue une force car on ne peut pas se permettre de laisser les choses se dérouler au hasard pour des actions qui coûtent du temps, de l'énergie et de l'argent. Ces structures d'appuis doivent peu de temps avec peu de moyens pour faire des interventions efficaces et efficientes et atteindre les objectifs visés.

Parmi les **faiblesses**, il a été constaté:

Dans le domaine du management de ces structures d'appuis, quelques faiblesses existent au niveau de certains leaders qui occupent des postes importants. Cela nuit au bon fonctionnement de ces structures et le maintien d'un bon niveau de motivation du personnel pour le travail. D'autres leaders utilisent l'approche laisser faire juste pour sauvegarder leurs intérêts personnels en se maintenant à leurs postes. Ce qui compromet l'atteinte des objectifs visés à cause de l'existence de conflits de compétences ou interpersonnels.

Sur le plan de la mobilisation des ressources internes, il a été constaté une dépendance financière de ces structures vis-à-vis des bailleurs de fonds. La réalité sur le terrain est telle que ces structures d'appuis sont obligées de faire un peu de toutes sortes d'appuis aux communautés pour assurer leur survie. Certains acteurs se livrent même à des colmatages budgétaires pour justifier des financements qu'ils ont reçus auprès de certains bailleurs de fonds pour un programme précis. Ainsi, ils évitent de rentrer en conflits avec les donateurs et perdre le prochain financement.

Dans le domaine du suivi évaluation, il existe des faiblesses dans la grande majorité des structures rencontrées. L'absence d'un dispositif de suivi permanent fait qu'il est difficile d'obtenir à tout moment des informations sur les actions initiées sur le terrain. Les expériences ne sont donc pas le plus souvent capitalisées, documentées et classées dans les archives de ces structures d'appuis.

Il a été constaté également l'absence d'un cadre de concertation permanent entre ces intervenants qui évoluent dans la même zone et ont parfois le même groupe cible.

La pérennisation des acquis reste un défi majeur à relever par ces structures d'appuis. La plupart viennent, s'installent, font des interventions temporaires et se retirent sans se préoccuper de la suite à donner à leurs interventions.

Enfin, l'absence d'un véritable appui institutionnel a été partout mentionnée comme une grande faiblesse allant jusqu'à constituer parfois des facteurs de blocages sur le terrain. Il n'existe pas un fonds d'appuis pour l'accompagnement de ces structures et les textes réglementaires en la matière ne sont pas du tout appliqués.

4.2 Analyse des institutions financières

Dans le cadre de cette étude, l'analyse du secteur financier local porte sur l'appréciation de la politique de crédit par rapport au secteur privé, la gamme des produits et le volume de crédits octroyé ainsi que les modalités et les conditions d'accès au crédit des banques classiques et des structures de microfinance.

4.2.1 Les banques classiques

Concernant les institutions financières, deux banques classiques à savoir la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI) et la Société Générale des Banques en Guinée (SGBG) ont été contactées. Ces deux banques sont des agences qui évoluent à Labé, mais leurs sièges se trouvent à Conakry. Quant aux ressources humaines, le niveau de formation des employés est appréciable, la plupart ont fait des études supérieures, mais il n'existe pas un plan de formation et perfectionnement continu pour le personnel.

4.2.1.1 Produits financiers et volume du crédit octroyé au secteur privé

Les produits pour les deux banques sont divers et variés. Au niveau de la SGBG, les produits varient en fonction de la clientèle qui est essentiellement composée de fonctionnaires, de commerçants et d'organisations professionnelles.

Ces produits varient des comptes courants pour la gestion des activités au niveau des entreprises, des comptes à terme pour les besoins de garantie au niveau des opérateurs économiques et les crédits à moyen ou long terme pour le financement de l'équipement ou du fond de roulement. Le taux d'intérêt varie en fonction du type de prêts et il est de 16,75% par an.

L'encours du crédit s'élevait à 708.000.000 GNF au premier trimestre de l'année 2008. Les bénéficiaires sont essentiellement des fonctionnaires, des commerçants et des particuliers. Les autres secteurs comme le transport ou l'élevage, considérés comme des secteurs à risque, ne bénéficient que faiblement.

Les produits au niveau de la BICIGUI varient aussi des crédits fonctionnaires avec un taux de 20,3 à 21,5% par an au crédit scolaire. A côté des produits accordés aux particuliers, certains grands commerçants bénéficient de certaines facilités. Le crédit d'équipement ou d'investissement à moyen ou long terme est très faiblement pratiqué.

Il a été constaté que la politique de crédit de ces banques classiques est loin d'être favorable au développement du secteur privé local.

4.2.1.2 Adéquation entre les produits financiers et les besoins du secteur privé

A partir des constats faits sur le terrain, il apparaît évident qu'il existe une inadéquation entre les besoins de crédit des opérateurs du secteur privé et les différents produits offerts par les banques classiques qui évoluent sur le terrain.

Le taux de couverture au niveau des secteurs économiques de la région est très faible et la rigidité des systèmes financiers de ces banques, la lourdeur administrative et les garanties à fournir font que certains opérateurs économiques du secteur privé préfèrent purement et simplement éviter de recourir aux crédits.

4.2.2 Les institutions de micro crédit

Les institutions de micro crédit touchées dans le cadre de cette étude sont le Crédit Rural de Guinée, le PRIDE Finance et l'institution de microfinance de la FEPAL. Ces structures de

microfinance qui évoluent dans la zone constituent une alternative pour des nombreux opérateurs du secteur privé.

4.2.2.1 Produits financiers et volume de crédit octroyé au secteur privé

La stratégie d'intervention au niveau du Crédit Rural de Guinée est basée sur le principe du partenariat entre la caisse et le client. Les types de prêts proposés sont les suivants:

Les prêts à court terme sont généralement destinés au crédit pour le financement du cycle de production au niveau du secteur agricole ainsi que la commercialisation des produits agricoles. Le taux d'intérêts pour ce type de prêts est de 3,5% par mois soit 42% par an.

Les prêts à moyen terme sont utilisés pour financés l'achat d'équipements ou l'investissement. La durée maximale de ces types de crédits est de trois ans et le taux d'intérêt appliqué est de 3% mensuel soit 36% par an. Le nombre d'adhérents s'élève à 13.594 dont 4.843 femmes. L'encours crédit au 31 mai 2008 s'élevait à 722.712.750 GNF.

Concernant le PRIDE Finance, les bénéficiaires soumettent une idée de projet de crédit qui est étudiée par les agents de crédits sur le plan de la faisabilité et de la rentabilité, suivi d'une décision d'octroi ou non du crédit. Les types de produits sont limités au crédit à court terme pour le financement du fonds de roulement et le crédit à moyen terme pour l'achat d'équipement ou le financement de l'investissement. Le taux d'intérêt mensuel pratiqué s'élève à 3,5%. L'encours au 30 juin 2008 s'élevait à 349.429.400 GNF.

Quant à l'institution de microfinance de la FEPAL qui est le fruit de la coopération entre la FEPAL et l'ADF, elle dispose d'un fond de 225.629.000 GNF uniquement destiné au financement des activités artisanales en fonds de roulement surtout. La clientèle potentielle de ce fonds est de 2500 artisans avec 795 bénéficiaires dont 535 femmes. Les types de crédits sont de deux sortes: le crédit individuel et le crédit solidaire. Le taux d'intérêt pratiqué est de 30% linéaire sans différé ou 36% linéaire avec différé de deux mois.

4.2.2.2 Adéquation entre les produits financiers et les besoins du secteur privé

Les structures de microfinance offrent des produits financiers adaptés aux besoins des opérateurs du secteur privé. Les taux d'intérêts pratiqués, les conditions et les modalités d'octroi du crédit sont plus souples au niveau des structures de microfinance que dans les banques classiques. Dans ce système financier, les bénéficiaires s'impliquent activement à la gestion de la structure de microfinance mise en place.

4.2.3 Forces et faiblesses de la politique de crédit

La politique de crédit pour ces institutions de microfinance présente des forces et des faiblesses pour le développement du secteur privé local.

Concernant les **forces**, il a été constaté:

L'importance démographique de la clientèle varie du secteur commercial, de l'élevage, l'agriculture et les secteurs de prestation de service. Cette affluence prouve que le système fonctionne et constitue une alternative au crédit par rapport aux banques classiques pour des nombreux opérateurs du secteur privé qui investissent dans le court terme le plus souvent.

Il a été constaté également que les bénéficiaires au niveau de ces institutions de microfinance s'impliquent activement à la gestion des caisses à travers des élus qui les représentent. Ils bénéficient aussi de nombreuses formations par rapport à l'utilisation des

crédits octroyés. Ces mesures d'accompagnements font que le taux de recouvrement des prêts est très souvent élevé à cause de la cogestion du crédit.

Un autre aspect non négligeable à signaler est le fait que ces institutions de microfinance touchent les populations les plus pauvres en grande majorité composée de femmes qui entreprennent des activités génératrices de revenus afin de subvenir à leurs besoins et ceux de leurs familles dans la lutte contre la pauvreté au niveau des ménages.

Pour ce qui concerne les **faiblesses**, les observations suivantes ont été faites:

Il s'agit de la fragilité de ces structures de microfinance à cause de leur dépendance de la situation sociopolitique du pays qui influence beaucoup leur fonctionnement à travers les phénomènes d'inflations au niveau des emprunteurs qui se retrouvent souvent dans des situations où ils ne peuvent pas honorer leurs engagements. Pour illustrer cet état de fait, par exemple, au niveau du crédit rural de la RA de Labé lors des événements de grèves en janvier et février 2007, 20 caisses sur 120 ont été détruites et plus de 800.000.000 GNF ont été dérobés.

Une autre faiblesse constatée est l'interférence d'autres intervenants surtout avec les projets ou programmes qui mettent en place très souvent des lignes de crédits avec des produits et des approches différentes par rapport au même groupe cible parfois sans concertation au préalable. Ce qui entraîne certains clients à prendre un crédit pour rembourser un autre crédit avec les différentes institutions.

Enfin, il a été également constaté que les taux d'intérêts pratiqués sont souvent très élevés pour les bénéficiaires de crédits. Les taux mensuels tournent autour de 3,5% à 4% sans compter les frais de dossiers. La marge bénéficiaire de l'emprunteur est souvent très limitée.

3 Conclusions

A la fin de cette étude, il est important de faire une synthèse des informations recueillies en procédant à une analyse des tendances aux vues des réalités sur le terrain.

Il a été observé une forte motivation des cadres des structures d'appuis pour participer au développement communautaire de leurs localités avec l'implication des bénéficiaires.

Sur le plan des interventions, la plupart des intervenants mènent des activités similaires sur le terrain, il n'existe aucune spécialisation selon la zone ou les groupes cibles. Concernant les matériels et moyens logistiques, il convient de signaler leur vétusté qui limite parfois les acteurs sur le terrain.

De façon générale, les capacités des ressources humaines doivent être renforcées surtout sur le plan de la gouvernance interne et de la gestion des ressources.

L'étude a permis de ressortir que les structures enquêtées collaborent avec plus d'un bailleur de fonds dans plusieurs domaines de leurs interventions, ce qui constitue un atout non négligeable. La pérennisation des acquis reste un défi majeur pour la majorité d'intervenants.

Le fait que les structures d'appuis font plusieurs interventions à la fois leur a permis de capitaliser beaucoup d'expériences en matière de développement participatif à la base et cela se traduit par l'obtention de bons résultats au niveau de certains intervenants. Il a été observé également que les projets et programmes utilisent beaucoup ces structures d'appuis pour leurs interventions sur le terrain.

4 Recommandations

Après les constatations faites sur le terrain et dans le souci d'accroître les performances des structures d'appuis à rendre des services de qualité au secteur privé régional, nous recommandons ce qui suit:

Dans le domaine du renforcement des capacités techniques, organisationnelles et managériales, des appuis peuvent être donnés par le projet ASRP en facilitant certains modules de formation notamment sur les aspects de management d'une organisation, les techniques et les pratiques administratives, la planification et le suivi évaluation des activités sur le terrain, le plaidoyer et le lobbying, la gestion des ressources humaines au sein d'une structure et l'importance de la mobilisation des ressources financières en vue d'accroître son autonomie. Dans tous ces domaines mentionnés ci-dessus, il existe des faiblesses qui constituent des facteurs limitant l'efficacité de leurs interventions.

Le perfectionnement de quelques leaders de ces structures d'appuis sur les différentes approches de développement communautaire, comme l'approche participative ou la recherche action, pourrait contribuer à améliorer leurs méthodes d'interventions sur le terrain et emmener les bénéficiaires à s'impliquer activement dans les processus de développement socio-économiques de leurs localités.

Sur le plan des échanges, la mise en place d'une plate-forme de concertation permanente entre tous les acteurs s'avère nécessaire, car la situation actuelle est telle que chacun évolue dans son domaine, ne cherchant pas à savoir ce que l'autre fait dans la même zone et parfois par rapport au même groupe cible. L'existence d'un tel cadre de concertation, faciliterait la résolution de beaucoup de problèmes par les liens de complémentarité et de synergie qui vont se créer entre les acteurs de développement au niveau de la région.

L'organisation d'une table ronde sur l'importance de la microfinance dans le développement de la RA de Labé et la lutte contre la pauvreté pourrait être envisagée par le projet ASRP afin d'emmener les institutions financières à mieux prendre en compte les besoins du secteur privé régional en matière de crédits.

Annexe 1 Union Guinéenne des Volontaires du Développement (UGVD)

Date de l'enquête: le 19/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution ?

- Union Guinéenne des Volontaires du Développement (UGVD)

Date de création de l'institution ?

- Septembre 1986

Quelle est la forme juridique de l'institution ?

- Organisation Non Gouvernementale (ONG)

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Conseil d'Administration de 7 membres dont 2 femmes.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location ?

- Location

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément ?

- Oui, agréé et le Numéro d'agrément 9395/MID/SED/CAB/86 en est la référence.

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

Nous disposons des Equipements suivants:

- 2 véhicules
- 14 motos
- Parc de matériels informatiques (5 ordinateurs fixes et 3 portables) et accessoires;
- Fonds de documentation;
- Un rétroprojecteur;
- Cinq chevalets;
- Quatre groupes électrogènes;
- Deux photocopieuses;
- Un scanner;
- Matériels et mobiliers de bureau;
- Salle de Formation.

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Plus de la moitié de ces équipements sont acquis sur fonds propres et l'autre partie par donation.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?

Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- On a trois catégories de personnels:
- Personnel permanent (10), tous cadres supérieurs;
- Personnel intermittent (4), tous cadres supérieurs;
- Personnel d'appui (6), cadres moyens et autres.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?

Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Il y a bel et bien un plan de formation – perfectionnement tantôt au niveau du siège, tantôt sur le terrain. A noter que le financement est quasiment assuré par l'UGVD (Fonds propres).

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Région naturelle de Fouta Djallon.

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

En tant qu'institution d'appui au Développement, nous participons à l'élaboration des plans de développement et exerçons des activités diverses:

- Entreprenariat;
- Micro-finance;
- Développement économique local;
- Santé reproductive - IST/SIDA;
- Bonne gouvernance locale;
- Alphabétisation fonctionnelle;

Quelles sont les activités que vous menez au profit les opérateurs du secteur privé ?

Nos activités varient en fonction du programme de développement rural en cour d'exécution.

Il y a:

- L'encadrement d'équipes paysannes;
- Gestion de terroirs villageois;
- Bonne gouvernance;
- Appuis conseils;
- Entreprenariat;
- Commercialisation;
- Alphabétisation fonctionnelle;
- Elaboration et mise en œuvre des microprojets;
- Suivi et évaluation.

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Les expériences sont nombreuses et variées, le nombre de bénéficiaires est très important. Par exemple en gestion de terroirs villageois, l'UGVD a appuyé 33 villages avec 100 Personnes en moyenne par Village. Donc pour ce cas ci, ils sont plus de 3300 personnes touchées.
- Par ailleurs dans le cadre de la bonne gouvernance, plus de 70 Villages ont été touchés et le nombre de bénéficiaire est estimé à près de 130.000.
- En résumé, pendant l'année 2007 ce sont plus de 100.000 Personnes qui ont reçu l'appui de notre Institution dans différents domaines.

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- On identifie les domaines porteurs avant formation.
- Ainsi notre approche consiste à aller recueillir les informations sur le terrain afin d'identifier les besoins.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Dans le cadre de la mise en œuvre des activités, les bénéficiaires participent à l'élaboration du projet et contribuent selon le cas à concurrence de 20 à 30%.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- La perception est très positive car les bénéficiaires participent au processus d'identification des besoins et l'élaboration des projets
- Approche originale (thèmes choisis et non imposés aux bénéficiaires).

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Oui, par des fiches de suivi, logiciel, animateurs ruraux pour le suivi de proximité.
- Bref nous organisons des visites ponctuelles sur le terrain sous la Supervision chargé suivi-évaluation qui collabore étroitement avec les comités de suivi.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, chaque fois que nous constatons un écart nous procédons à l'analyse de cet écart pour le réajustement.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui. Par différente approche nous constatons l'impact sur le terrain et faisons en sorte qu'il y ait pérennisation des acquis.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Notre structure exécute sous sa propre responsabilité ses activités sur le terrain. Cependant selon notre stratégie interne, il arrive que nous contractualisons avec d'autres structures.

Si oui, citez les principaux partenaires avec les quels vous réalisez des activités.

- Nos principaux partenaires sont DVV International, PDSD/HMG, FOGUIRED, PSI, PAM, IFES, GTZ/ASRP;

Décrivez les activités que vous avez réalisées avec chaque partenaire ?

Précisez dans chaque cas la part de responsabilités de chacun des acteurs bénéficiaires, votre institution et le partenaire ?

Nous collaborons avec nos partenaires dans les domaines suivants:

- PDSD/HMG pour la formation en Formation en entrepreneuriat;
- DVV International pour l'alphabétisation fonctionnelle;
- IFES pour la bonne gouvernance locale;
- PSI pour la sensibilisation en IST/SIDA;
- GTZ/ASRP en appuis et conseil;
- PAM en encadrement d'équipes,
- FOGUIRED pour la bonne gouvernance, le montage et le suivi des microprojets.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Non, aucun appui.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Oui, nous sommes affiliés à des réseaux dont entre autres:
- Forum des ONG de Guinée;
- Réseau Pamosa (Approche reflect);
- Réseau guinéen de l'alphabétisation;
- Réseau des ONG de Fouta Djallon.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

Les difficultés sont nombreuses ; elles se résument comme suit:

- Mobilisation des apprenants;
- Effets de la mauvaise gouvernance;
- Manque d'appui institutionnel;
- Manque de coordination entre différents acteurs.

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- C'est par le biais de la sensibilisation, responsabilisation.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Oui, par exemple à Hafía avec la FPDF, il y a eu chevauchement sur le terrain. Ainsi pour résoudre le problème, l'ONG s'est tournée vers la fédération pour une séance de travail à l'issue de laquelle on a harmonisé les interventions sur le terrain.

Avez-vous trouvé un terrain d'entente avec les autres acteurs qui appuient la même cible ?

- Oui, par le biais de la négociation et de la concertation on parvient toujours à transcender les difficultés de ce genre.

Quelles sont les leçons que vous retenez avec les opérateurs du secteur privé ?

- Les résultats sont dans l'ensemble très satisfaisants et nous comptons aller plus loin pour continuer toujours à appuyer les communautés à la base.

Annexe 2 Association des Formateurs pour le Développement de l'Entreprise

Date de l'enquête: le 17/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution ?

- Association des Formateurs pour le Développement de l'Entreprise (AFORDE)

Date de création de l'institution ?

- Septembre 1997

Quelle est la forme juridique de l'institution ?

- Cabinet (Bureau d'Etude).

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Un Conseil d'Administration de 3 membres dont une (1) femme.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location ?

- Location

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément ?

- Oui, agrément national (voire référence)

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- 1 ordinateur portable
- motos

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Sur fonds propres.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?
Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- 4 Formateurs - contractuels (tous universitaires).

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?
Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Plan de formation en perspective.

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Région Naturelle Fouta Djallon

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

- Il y a 7 domaines d'intervention:
- Entreprenariat en général
- Formation;
- Gestion;
- Esprit d'Entreprise;
- Sensibilisation sur VIH/SIDA;

Quelles sont les activités que vous menez au profit les opérateurs du secteur privé ?

- Etudes et conseils en général.

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Beaucoup d'activités notamment sur la sensibilisation sur le VIH/SIDA;
- Population urbaine de Labé (700 à 996 personnes touchées).

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, fiches d'évaluation des besoins, fiches ABF (Analyse des besoins en formation);

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- Une perception positive.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment avez-vous procédé ?

- Oui, on fait le suivi sur la base du plan d'action élaboré par le bénéficiaire.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui évaluation de l'impact de la formation et réajustement si nécessaire.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires s'approprient des appuis dans le cadre du partenariat.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Oui parfois, on exécute avec l'appui des partenaires.

Si oui, citez les principaux partenaires avec les quels vous réalisez des activités.

- Nos principaux partenaires sont: la GTZ, PROPEB, PSI, FOGUIRED, NANTES GUINEE, Aide et Action, Commune Urbaine de Labé.

Décrivez les activités que vous avez réalisées avec chaque partenaire ? Précisez dans chaque cas la part de responsabilités de chacun des acteurs (bénéficiaires, votre institution et le partenaire) ?

- GTZ pour la formation et le Suivi;
- PROPEB, Encadrements des contractuels
- PSI, Sensibilisation sur IST/VIH/Sida
- FOGUIRED, Formation en gestion d'entreprise
- Nantes Guinée Etude de faisabilité d'un projet
- Commune Urbaine Formation et Appui Institutionnel
- Aide et Action Formation et Appui Institutionnel.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Peu d'Appui Institutionnel.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Oui, nous sommes affiliés à des réseaux dont entre autres:

- Réseau des formateurs - GERME
- Réseau des ONG.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- Bas niveau de formation de certains bénéficiaires.

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Sensibilisation, motivation des employés, grands frais à travers les contrats.

Étiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Oui, intervention d'acteurs non qualifiés et occasionnels qui dévalorisent les prestations.

Avez-vous trouvé un terrain d'entente avec les autres acteurs qui appuient la même cible ?

- Oui, par le biais de la négociation et de la concertation.

Quelles sont les leçons que vous retenez avec les opérateurs du secteur privé ?

- Absence d'institution de contrôle des prestataires; les mentalités sont le plus de court terme; pas de compétences requises pour la plupart; déficit d'information; manque de capacité d'autofinancement; manque de partenariat.

Annexe 3 Centre Africain de Formation pour le Développement (CENAFOD)

Date de l'enquête: le 17/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution ?

- Centre Africain de Formation pour le Développement (CENAFOD)

Date de création de l'institution ?

- Janvier 1991 (Agrément février 1991)

Quelle est la forme juridique de l'institution ?

- Organisation Non Gouvernementale (ONG) de Formation (Agrément national). Mais une représentation dans quelques pays (Canada, Côte d'Ivoire...)

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Conseil d'Administration de 13 membres dont 5 femmes qui viennent des organisations paysannes.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location ?

- Location (sauf Antenne Régionale Dabola).

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément ?

- Oui agréé (voire référence, agrément national).

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- Véhicules et 10 Motos dont 5 tout terrain;
- Salle de formation équipée;
- Parc de matériels informatiques (3 Ordinateurs fixes et un Portable) et accessoires;
- Fonds de documentation;
- Photocopieuses et 2 groupes électrogènes (2,5 kva);

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Achat sur fonds propres et l'appui d'un partenaire (PEGRN).

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?

Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

Catégories de personnels:

- Personnel permanent (5)
- Personnel non permanent (13)
- Un délégué régional (Ingénieur agronome)
- Un chargé de programme (Ingénieur agronome)
- Cadres universitaires et cadres moyens
- Par ailleurs, le personnel non permanent est constitué par la liste de vivriers universitaires affiliés, dont la disponibilité est quasi-assurée.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?

Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Existence d'un plan de formation qui est le suivant: on fait la formation chaque fois que c'est nécessaire pour renforcer les compétences au niveau de la délégation régionales (Restitution de formation spécifiques).

- Généralement, nous assurons la formation sur fonds propres (Prélèvement sur les frais financiers) au niveau de la délégation régionale. Au niveau du siège, on se bat pour avoir le financement nécessaire pour continuer la formation. A ce titre, les délégations régionales sont autonomes mais elles ont des comptes à rendre au niveau du siège à Conakry.

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Moyenne – Guinée et une partie de la région de Kindia.

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

Il y a 7 domaines d'intervention:

- Entreprenariat;
- Micro-finance;
- Développement économique local;
- Santé reproductive IST/SIDA;
- Bonne gouvernance locale;
- Alphabétisation fonctionnelle;
- Bref, toutes les organisations de la société civile constituent notre cible (élus locaux, cadres déconcentrés...)

Quelles sont les activités que vous menez au profit des opérateurs du secteur privé ?

Des activités très variées en fonction de l'identification des besoins exprimés.

Par ailleurs, quelques fois nous intervenons en jouant le rôle de conseiller dans l'auto-évaluation.

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Beaucoup d'activités, et le nombre de bénéficiaires directs et indirects varie en fonction du programme.

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- On identifie les domaines porteurs avant la formation. On commence par un diagnostic participatif en rencontrant les éventuels bénéficiaires afin de jauger la situation pour connaître l'existant avant de songer comment le renforcer.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Méthode participative qui implique les différents acteurs dans l'identification des besoins et la conception du programme.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- Approche originale avec une perception positive

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment avez-vous procédé ?

- Non, le coût étant élevé, généralement le suivi n'est pas assuré par notre structure. Pour la plupart le suivi se fait sur le terrain par les partenaires.
- Bref, il n'y a pas de financement pour le suivi, c'est pourquoi nous rencontrons assez de difficultés à ce niveau pour pérenniser les acquis.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui mais il y a des difficultés de suivi par l'ONG (faute de moyens et de programmes).

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Généralement, on l'exécute avec l'appui des partenaires tels que: FPDF.

Si oui, citez les principaux partenaires avec les quels vous réalisez des activités.

- Notre principal partenaire est: la FPDF

Décrivez les activités que vous avez réalisées avec chaque partenaire ? Précisez dans chaque cas la part de responsabilités de chacun des acteurs (bénéficiaires, votre institution et le partenaire) ?

- FPDF Formation des élus locaux, formation des techniciens des zones et par fois même les groupements avec des modules variés.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Non, aucun appui.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Oui, nous sommes affiliés à des réseaux dont entre autres:
- Réseau d'Appui au Développement des Micros Entreprises (RAAME);
- Réseau Aondagos 2000.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- Beaucoup de difficultés dont entre autres:
- Manque de financement pour le suivi;
- Faiblesse des ressources;
- Exigence des bailleurs par fois nombreuses (Réajustement de notre dossier de projet pour se plier aux contraintes);
- Influence des ONG à caractère International qui fait parfois obstacles à l'action des ONG Nationales;
- Rupture de financement ou retard au niveau du décaissement.

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Sensibilisation, motivation des employés, grands frais à travers les contrats, flexibilité des réajustements.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Oui, intervention d'acteurs non qualifiés et occasionnels qui dévalorisent les prestations.
- Notre démarche consiste à la flexibilité pour éviter le chevauchement sur le terrain.

Avez-vous trouvé un terrain d'entente avec les autres acteurs qui appuient la même cible ?

- Oui, par le biais de la négociation et de la concertation en faisant en sorte qu'il y ait une synergie d'action.

Quelles sont les leçons que vous retenez avec les opérateurs du secteur privé ?

- Dans l'ensemble, les leçons sont nombreuses et variées et convergent vers un même point (manque de ressources).

Annexe 4 Institut Supérieur Africain pour le Développement (ISADE)

Date de l'enquête: le 18/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution ?

- Institut Supérieur Africain pour le Développement (ISADE)

Date de création de l'institution ?

- Juin 2007

Quelle est la forme juridique de l'institution ?

- Cabinet (Bureau d'Etude Sénégalais installé ici depuis Juin 2007).

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Une direction exécutive de 3 membres.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location ?

- Locataire.

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément ?

- Oui cabinet sénégalais agréé.

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- 3 Ordinateurs dont un Portable;
- 10 Motos;
- 1 Imprimante;
- Véhicule (en location);
- 10 Tableaux;
- Mobiliers et matériels de bureau.

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Achat sur fonds propres (ressources allouées).

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?
Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- Une coordinatrice résidente (Niveau supérieur);
- Deux coordinateurs pédagogiques (un universitaire et un poste universitaire);
- Quatre assistants;
- Un superviseur;
- Quatre employés permanents et les autres sont recrutés à la tâche.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?
Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Oui un plan de formation ponctuel en fonction des besoins.
- Le financement est assuré par l'Institution.

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Toute la région de Labé, exception faite pour Lélouma (Zone d'intervention du PDSD/HMG).

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

- Domaines d'interventions:
- Gouvernance locale;
- Technique et pratique administratives;
- Passation de marché;
- Fiscalité et finances locales;
- Mobilisation des ressources.

Quelles sont les activités que vous menez au profit des opérateurs du secteur privé ?

- Formation, Etude et Conseil.

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Les expériences avec les cadres des structures déconcentrées, décentralisées et les acteurs de la société civile.
- Pour ces présents contrats, il y a 6 modules et le nombre de bénéficiaires s'élève à 1505 (66% de l'effectif prévu pour les trois premiers modules).

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- Non, car les besoins ont été identifiés dans un premier temps par notre partenaire (PDS/D/HMG) dans le cadre de l'exécution de son programme. C'est alors qu'il y a eu un Appel d'Offre International remporté par ISADE.
- Donc, notre institution s'appuie sur le diagnostic réalisé par notre partenaire pour mener ses activités.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Ils participent à l'identification des besoins et à l'organisation de la formation dont ils sont bénéficiaires.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- La perception de l'approche est très positive à notre avis.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment avez-vous procédé ?

- Non, le suivi est assuré par le PDS/D/HMG après la réalisation des activités.
- Cependant, il y a un suivi à l'interne assuré par le coordinateur sur le terrain.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, après le constat sur le terrain nous procédons à un réajustement chaque fois que c'est nécessaire.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires s'approprient de l'appui car nous procédons à un suivi à mi-parcours pour s'en apercevoir

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Sur le terrain, ISADE réalise seul ses activités mais notre partenaire essentiel est le PDSD

Si oui, citez les principaux partenaires avec les quels vous réalisez des activités.

- Notre partenaire est le PDSD/HMG

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce que votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Peu d'Appui Institutionnel qui se régit en l'exonération des impôts et taxes (Etat).

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Oui, au niveau International l'ISADE est affilié à des réseaux (voir fascicule)

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- Les difficultés sont nombreuses et on peut citer entre autres:
- L'obtention de salles de formation;
- L'instabilité de certaines personnes cibles (Migration administrative, Absentéisme);
- Matériels et mobiliers de bureau indisponibles dans les salles allouées;
- Tracasserie administrative de la part de certains responsables.

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Sensibilisation, motivation des employés, grands frais à travers les contrats.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Oui, par fois il y a un double emploi que nous constatons sur le terrain malgré la programmation préalablement faite. Donc nous procédons à un réajustement de notre calendrier de formation.

Avez-vous trouvé un terrain d'entente avec les autres acteurs qui appuient la même cible ?

- Oui, compte tenu de la nécessité de lever l'équivoque.

Quelles sont les leçons que vous reprenez avec les opérateurs du secteur privé ?

- Elles sont nombreuses et variées:
- Par exemple en gouvernance locale il y a un écart entre ce qui est fait en la matière et la réalité sur le terrain. On peut dire que les textes existent mais dans l'application il y a problème.

Annexe 5 PRIDE Finance

Date de l'enquête: 21 / 07 / 2008

Nom de l'institution ?

- PRIDE Finance

Date de création ?

- Décembre 1992, installation dans la région: 1994

UNIQUEMENT POUR LES INSTITUTION DE MICRO CREDITS

Nombre d'adhérents/associés ou clients dans la région ?

- 286 adhérents dont 70% de femmes

Organes dirigeants au niveau local (effectif et nombre de femmes) ?

- Notre Institution travail au niveau local avec une équipe et un comité de sages pour approuver la Moralité du client.

Au niveau local:

- 1 chef de branche, Une caissière, 3 agents de crédit, 1 planton et 2 gardiens.
- Le crédit solidaire vient d'être supprimé compte tenu des problèmes qui en résultent.

Existence d'une structure de contrôle (effectif et nombre de femmes) ?

- Il n'y a plus de comité de contrôle proprement dit (suppression après constat de rachat) sur le terrain. D'où tout agent qui monte un projet de crédit est entièrement responsable.

Quel est le volume de crédits octroyés par votre institution par secteur d'activités en 2007 ?

- Le commerce : 80%
- L'artisanat, Teinture, Saponification : 8%
- Prestation de Service : 12%

Quel est le volume de crédits octroyés au secteur privé régional ?

N.B: Certaines statistiques sont indisponibles au niveau régional.

Quels sont les secteurs d'activités où le risque financier est élevé ? Si oui, pourquoi ?

- Le secteur où le risque est élevé c'est l'agriculture compte tenu des aléas de la nature, raison pour laquelle on a supprimé ce type de crédit.
- Ensuite, le commerce, nature de l'activité.

Selon votre expérience avec le secteur privé local, quelles sont les faiblesses des opérateurs économiques ?

Les faiblesses des opérateurs économiques de la place sont multiples et diverses dont entre autres:

- Manque de rationalité;
- Détournement de l'objet de crédit;
- Cumul de prêts;
- Manque d'esprit d'entreprise;
- Mauvaise gestion;
- Non-respect des engagements;

N.B. le chef de branche et les Trois (3) agents sont tous Universitaires; quant aux autres, c'est des Cadres moyens.

A noter que, le PRIDE est tourné essentiellement vers le crédit (crédit commercial)

Taux d'intérêt: 3,5% mensuel, taux linéaire

Taux d'intérêt: 42% 1 année revenu mensuel

Durée de prêt: 6 mois à Un an

- Le temps de traitement des dossiers est de deux semaines maximum.
- En principe le remboursement se fait au niveau de la caisse par le client (sauf retard).
- Donc dans les conditions normales les agents ne manipulent pas les espèces.
- Plafond: 8.000.000 GNF (tous les secteurs)
- Encours crédit au 30 avril 2008: 349.429.400 GNF

Annexe 6 Agence de Commercialisation Agricole (ACA)

Date de l'enquête: le 23/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution?

- PRIDE FINANCE

Date de création de l'institution?

- Août 1992

Quelle est la forme juridique de l'institution?

- Organisation Non Gouvernementale (ONG)

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Une direction exécutive et Quatre départements.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location?

- Location.

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément?

- Oui agréé avec comme références 925/MAT/4/SACO/DU 20 MAI 2001

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- Ordinateurs stationnaires;
- Motos tout terrain
- 1 Fax
- 1 Radio HF

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat par ressources de l'institution) ?

- Achat par donation par un bailleur.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?
Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- L'ONG dispose de 3 employés à plein temps de niveau supérieur, 14 contractuels, une secrétaire, un gardien et un planton.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?
Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Oui, l'ONG dispose d'un plan de formation du personnel qui est financé par l'USAID.

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Toute la Moyenne Guinée

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

- L'ONG intervient dans les secteurs suivants:
- Agriculture;
- Elevage;

- Formation;
- Diffusion d'informations sur le marché des produits agricoles, etc.

Quelles sont les activités que vous menez au profit des opérateurs du secteur privé ?

Les activités menées par l'ONG sont les suivantes:

- Appuis, conseils;
- Suivi évaluation des activités;
- Elaboration des plans d'action;
- Diffusion des Informations pour la commercialisation des produits agricoles.

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment avez-vous procédé ?

- Oui, l'ONG procède à l'identification des besoins avant l'intervention par le diagnostic participatif au niveau des bénéficiaires.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Les bénéficiaires sont acteurs et participent de la conception à la réalisation des activités.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- L'approche utilisée est acceptée par les bénéficiaires.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Oui, l'ONG fait le suivi des activités initiées sur le terrain en appréciant les plans d'action et les rapports d'activités.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, l'ONG fait le réajustement des plans d'action et corrige les erreurs constatées.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui par le changement de comportement que nous constatons au niveau des activités qu'ils réalisent quotidiennement.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- L'ONG exécute seules ses activités en suivant sa planification.

Si oui, citez les principaux partenaires avec lesquels vous réalisez des activités.

- Nos principaux partenaires sont: l'Etat guinéen et l'USAID.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce que votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Oui, il y a un fond de garantie que le Gouvernement guinéen a versé dans une banque à titre de caution pour faciliter le bon déroulement des activités.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Oui, nous sommes affiliés à des réseaux dont entre autres:
- La Confédération nationale des Organisations Paysannes de Guinée.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- L'ONG enregistre une baisse des ressources financières qui se répercutent sur son fonctionnement.

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- L'ONG a informé son siège à Conakry et essaie de faire une planification réaliste.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Non, l'ONG n'a pas enregistré des chevauchements d'activités sur le terrain.

Quelles sont les leçons que vous reprenez avec les opérateurs du secteur privé ?

- Les leçons retenues concernent des impacts des activités de l'ONG sur le groupe cible par les changements de comportements et les progrès enregistrés.

Annexe 7 Fédération des Apiculteurs de Guinée (FAP)

Date de l'enquête: le 23/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution?

- Fédération des Apiculteurs de Guinée (FAP)

Date de création de l'institution?

- Mars 2002

Quelle est la forme juridique de l'institution?

- C'est une Fédération nationale.

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Elle dispose d'un Conseil d'administration de 7 membres dont 2 femmes, Un comité de surveillance de 4 membres dont une femme, Une assemblée générale.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location?

- Location.

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément?

- Oui agréé depuis 2002 par Arrêté Ministériel.

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

Elle dispose des matériels suivants:

- 2 ordinateurs stationnaires;
- Motos tout terrain;
- Un groupe électrogène;
- Une salle de formation équipée;
- Des équipements d'Internet.

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat par ressources de l'institution) ?

- La plupart des équipements ont été achetés par les fonds propres de la Fédération et une partie a été donnée.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?

Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

La fédération emploie:

- Cadres permanents de niveau supérieur;
- Un comptable;
- Une secrétaire;
- Un gardien.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?

Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Non, mais un plan de renforcement des capacités du personnel est en cours de préparation.

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- La fédération couvre les régions administratives de Labé, Mamou, Kindia et Boké.

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

- La fédération intervient au niveau des secteurs suivants:
- Apiculture;
- Artisanat;
- Environnement, etc.

Quelles sont les activités que vous menez au profit des opérateurs du secteur privé ?

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Les expériences d'appui de la fédération concernent les activités qu'elle mène dans le domaine de l'apiculture, de l'artisanat et de l'environnement.

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, elle mène des actions d'identification en utilisant les fiches d'évaluation des besoins.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Il y a une participation financière des bénéficiaires à la hauteur de 10 à 20% et participe au processus de planification et de réalisation des activités.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- L'approche est acceptée mais elle rencontre des difficultés au niveau de la participation financière.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Oui, elle fait le suivi avec les cahiers de charge des techniciens de zones.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, on procède à un réajustement par la revue des plans d'actions élaborés.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui par l'utilisation des nouvelles capacités acquises lors des formations sur les techniques de récolte du miel.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Elle exécute les activités souvent avec des consultants indépendants.

Si oui, citez les principaux partenaires avec lesquels vous réalisez des activités.

- Nos principaux partenaires sont: AFVP (Association Française des Volontaires du Progrès), FOGUIRED (Fond Guinéo Italien pour la Reconversion de la Dette), Ambassade de France à travers le fond social de Développement.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce que votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Non, aucun appui Institutionnel.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?
Oui, nous sommes affiliés à des réseaux dont entre autres:

- Confédération nationale des Organisations Paysannes de Guinée.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- La faiblesse des moyens matériels et financiers pour la mise en œuvre des activités;
- Manque de moyens logistiques;
- Faible capacité de mobilisation des ressources internes;
- Manque d'emballage approprié pour le miel;
- Manque des moyens pour le renforcement des capacités techniques.

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Il fait des efforts au niveau des cotisations pour supporter certaines charges de fonctionnement.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Non, planifie en concertation avec les bénéficiaires toujours avant d'intervenir.

Quelles sont les leçons que vous reprenez avec les opérateurs du secteur privé ?

Les leçons retenues sont les suivantes:

- Filière apicole très porteuse;
- Bonne gouvernance interne;
- Les interventions de la Fédération ont eu de l'impact sur les paysans producteurs du miel.

Annexe 8 Institut National pour l'Appui au Développement Rural (INADER)

Date de l'enquête: le 16/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution?

- Institut National pour l'Appui au Développement Rural (INADER)

Date de création de l'institution?

- En 1997 à N'Zérékoré (Siège Social - Conakry)

Quelle est la forme juridique de l'institution?

- Organisation Non Gouvernementale (ONG)

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Direction Exécutive – Conseil d'Administration de 7 membres (tous des hommes).

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location?

- Location

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément?

- Oui, agréée (A/2001/N°0343/MATDS/CAB/SACCO/17 janvi er 2001)

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- Véhicules 4x4 (fatigués);
- 12 motos;
- 2 ordinateurs stationnaires et accessoires;
- Matériels de séminaire.

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Achat sur fonds propres.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?
Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- 1 Directeur Exécutif et 3 délégués (tous Ingénieurs);
- Personnels d'appui d'un niveau moyen (tous disponibles)

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?
Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Oui, séminaire – Atelier – Echange (autofinance, appui des partenaires)

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Toute la Région de la Moyenne Guinée.

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

Il y a 7 domaines d'intervention:

- Agriculture;
- Elevage;

- Gestion et Commercialisation;
- Artisanat;
- Gestion des Collectivités Décentralisées.
- Programme en cours avec le PDSD pour l'élaboration des PDP, conservation et transformation des produits agricoles; élaboration des manuels pédagogiques.

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- 1 200 personnes formées.

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui à l'aide d'un questionnaire.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Participation, responsabilisation de la conception à la réalisation
- Participation en nature – salle de formation – hébergement;

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- Satisfecit des bénéficiaires pour l'appui et le respect des engagements.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Oui par des questionnaires, visite de terrain, entretien avec les bénéficiaires et les tiers.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, des suggestions sont faites parfois au mandant pour des ajustements éventuels.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, et les bénéficiaires sont associés de bout en bout dans le processus d'intervention.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Oui certains programmes sont exécutés sans partenaires alors que d'autres le sont en consortium (PROJEG).

Si oui, citez les principaux partenaires avec les quels vous réalisez des activités.

- Nos principaux partenaires sont: FPDF – PAPP – PDSD/HMG

Décrivez les activités que vous avez réalisées avec chaque partenaire ? Précisez dans chaque cas la part de responsabilités de chacun des acteurs (bénéficiaires, votre institution et le partenaire) ?

- PDSD/HMG – Elaboration de Plan de développement Local;
- FPDF – Formation, Evaluation, Gestion de l'eau.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Pas d'appui institutionnel

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Oui, Réseau Flamboyant – International.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- Problème de logistique
- Bas niveau des bénéficiaires

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Simplification des formations, recours aux images, pratique de terrain.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Oui, programmes croisés sur le terrain (même formation pour le même groupe – cible.

Avez-vous trouvé un terrain d'entente avec les autres acteurs qui appuient la même cible ?

- Oui, par le biais de la négociation et de la concertation.

Quelles sont les leçons que vous retenez avec les opérateurs du secteur privé ?

- Maillon de développement à travers lequel il y a de nombreuses interventions mais non coordonnées;
- Beaucoup d'appuis pour la production et presque rien pour la commercialisation.

Annexe 9 PRIDE Formation

Date de l'enquête: le 16/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution?

- Institut National pour l'Appui au Développement Rural (INADER)

Date de création de l'institution?

- Septembre 1993

Quelle est la forme juridique de l'institution?

- Organisation Non Gouvernemental (ONG)

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Un Conseil d'Administration de 11 membres dont 5 femmes.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location?

- Location

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément?

- Oui agréée par arrêté ministériel.

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- 4 véhicules dont trois 4x4 et une voiture;
- Salle de formation équipée;
- 8 Ordinateurs dont 3 portables;
- 25 Motos tout terrain.

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Achat sur fonds propres de l'ONG.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?
Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- 38 Formateurs permanents dont 8 basés à Labé.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?
Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Existence d'un plan d'affaire depuis 1999

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Région Naturelle du Fouta Djallon

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

Il y a 7 domaines d'intervention:

- Entreprenariat en général;
- Micro-finance;
- Développement économique et social;

- Bonne gouvernance locale;
- Sensibilisation sur VIH/SIDA;

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Plus de 25.000 personnes formées dont 60% des femmes.

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, identifie les besoins de formation en communiquant directement avec les bénéficiaires.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Formation payante;
- Participation en nature;
- Formation des adultes responsables ayant sollicité le programme.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- L'approche originale bien acceptée par les bénéficiaires car les thèmes de formation sont choisis et non imposés.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Oui, fait le suivi en évaluant les plans d'action.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, on procède à un réajustement des plans en procédant à une revue des programmes.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires s'approprient des appuis et nous constatons cela par le changement de comportements au niveau de leurs activités quotidiennes.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Exécute le plus souvent seul.

Si oui, citez les principaux partenaires avec les quels vous réalisez des activités.

- Nos principaux partenaires sont: PDSD/HMG, PAF, Projet Faisons Ensemble,

Décrivez les activités que vous avez réalisées avec chaque partenaire ? Précisez dans chaque cas la part de responsabilités de chacun des acteurs (bénéficiaires, votre institution et le partenaire) ?

- PDSD/HMG – Formation en entrepreneuriat (36 mois);
- PAF – Alphabétisation.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Non aucun appui.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Oui, nous sommes affiliés à des réseaux dont entre autres:
- Réseau d'Appui au Développement des Micro Entreprises (RAAME);
- Réseau Aondagos.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- Non-respect des engagements surtout;

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Sensibilisation, motivation des employés, grands frais à travers les contrats.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- Oui, intervention d'acteurs non qualifiés et occasionnels qui dévalorisent les prestations.

Avez-vous trouvé un terrain d'entente avec les autres acteurs qui appuient la même cible ?

- Oui, par le biais de la négociation et de la concertation.

Quelles sont les leçons que vous retenez avec les opérateurs du secteur privé ?

- Absence d'institution de contrôle des prestataires;

Annexe 10 Crédit Rurale de Guinée

Date de l'enquête: le 19/07/2008

Nom de l'institution ?

- Crédit Rurale de Guinée

Date de création ?

- En 1989, sous forme de projet d'abord et institutionnaliser en 2001.

UNIQUEMENT POUR LES INSTITUTION DE MICRO CREDITS

Nombre d'adhérents/associés ou clients dans la région ?

- Le crédit rural de la région de Labé compte 13.594 adhérents dont 4843 femmes.

Organes dirigeants au niveau local (effectif et nombre de femmes) ?

- Il y'a un conseil d'administration de 12 membres dont 1 femme qui gère les affaires de la caisse au niveau local.

Existence d'une structure de contrôle (effectif et nombre de femmes) ?

- Il n'y a une structure de contrôle composée de deux inspecteurs qui effectue le contrôle de toutes les caisses.

Quel est le volume de crédits octroyés par votre institution par secteur d'activités en 2007 ?
L'encours de crédits, s'élevait à 2.568.358.000 GNF repartis entre les secteurs suivants:

- Agriculture: 373.629.000 GNF
- Commerce: 1.487.463.000 GNF
- Artisanat: 538.000.000 GNF
- Autres: 169.567.000 GNF

Les types de crédits sont le crédit court terme avec un taux d'intérêt mensuel de 4% et le crédit moyen terme avec un taux d'intérêt de 3,5 % mensuel.

Quels sont les secteurs d'activités où le risque financier est élevé ? Si oui, pourquoi ?

- Le secteur commercial représente un secteur à risque à cause de l'inflation au niveau des conditions macro économiques.

Selon votre expérience avec le secteur privé local, quelles sont les faiblesses des opérateurs économiques ?

Les faiblesses des opérateurs économiques de la place sont multiples et diverses dont entre autres:

- Retards des paiements
- Cumul de prêts;
- Mauvaise gestion des crédits par certains demandeurs;
- Non-respect des engagements;

Annexe 11 Cabinet Excel Consulting

Date de l'enquête: le 19/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution?

- Cabinet Excel Consulting

Date de création de l'institution?

- Octobre 2005

Quelle est la forme juridique de l'institution?

- Cabinet de Formation et de Consultation

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Le Cabinet dispose d'une exécutive composée d'un président et d'une assistante.

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location?

- Location

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément?

- Oui agréée par arrêté ministériel N°RCCM/GC-KAL/019 ,718B/2008.

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- 1 Moto TVS 125;
- 1 ordinateur stationnaire et accessoires;
- 1 Scanner;
- 1 Armoire, 2 placards et 5 chaises.

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Achat sur fonds propres du cabinet.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ?
Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- Le cabinet dispose d'un personnel de 5 membres dont tous sont des ingénieurs et des experts recrutés selon la tâche et la nature des marchés.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continue pour les personnes ressources ?
Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Le Cabinet organise de temps en temps des perfectionnements internes pour améliorer la qualité de ses prestations.

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Région Naturelle du Fouta Djallon

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

Il y a les domaines d'intervention suivants:

- Développement Rural Durable;

- Développement des filières porteuses de valeurs ajoutées;
- Démocratie et Gouvernance;
- Etudes et appuis-conseils;
- Sensibilisation sur VIH/SIDA;
- Suivi évaluation des Projets et programmes.

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Formation de plus de 400 GIE producteurs d'oignons sur les techniques de séchage et de conservation;
- Formation de 16 unions des producteurs de la Fédération des paysans du Fouta Djallon sur la Gouvernance interne;
- Formation de 45 participants agriculteurs et éleveurs sur le thème « sensibilisation sur la prévention des conflits entre agriculteurs et éleveurs »

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Oui, Le cabinet procède à l'évaluation des besoins à partir des entretiens sur le terrain avec les bénéficiaires.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Les bénéficiaires participent à la mise en œuvre des activités.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre approche ?

- L'approche qui est participative est généralement bien acceptée par les bénéficiaires car les thèmes de formation sont choisis et non imposés.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Oui, fait le suivi en évaluant les plans d'action.

Lors des visites de suivi, procédez-vous souvent à élaborer des plans d'ajustement ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, procède à un réajustement des plans en procédant à une revue des programmes.

Est-ce que les bénéficiaires se sont appropriés de l'appui ? Si oui comment procédez-vous pour l'apprécier ?

- Oui, les bénéficiaires s'approprient des appuis et nous constatons cela par le changement de comportements au niveau de leurs activités quotidiennes.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Exécute le plus souvent seul et parfois avec l'association des animateurs communautaires de Guinée.

Décrivez les activités que vous avez réalisées avec chaque partenaire ? Précisez dans chaque cas la part de responsabilités de chacun des acteurs (bénéficiaires, votre institution et le partenaire) ?

- PRIDE Guinée Formation pour la prestation sur des modules de formation;
- Association des Animateurs Communautaires de Guinée pour l'utilisation de leurs ressources humaines.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Non aucun appui.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Non, pour le moment mais c'est en perspective.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- Réticence des bénéficiaires par endroit;
- Faiblesses des enveloppes de paiement;
- Enclavement de certains villages;
- Mauvaise collaboration de certains agents de zones;

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Par la Sensibilisation et la concertation permanente.

Etiez-vous au moins une fois confronté à une multitude d'interventions sur le même groupe cible ? Si oui quelle a été votre démarche ?

- C'est rare que ça arrive, mais si c'est le cas, on négocie pour trouver un terrain d'entente.

Annexe 12 Centre de Perfectionnement en Informatique et Anglais (CPIA)

Date de l'enquête: le 20/07/2008

IDENTIFICATION

Nom de l'institution?

- Centre de Perfectionnement en Informatique et anglais (CPIA)

Date de création de l'institution?

- Novembre 1994

Quelle est la forme juridique de l'institution?

- Centre de Formation professionnelle

Quels sont les organes d'exécution, leur effectif et décomposition selon le sexe ?

- Le Centre dispose d'une direction exécutive conduite par un directeur générale et un directeur des études

Est-ce que vous êtes propriétaire de votre siège ou en location?

- Location

Est-ce que votre institution est agréée ? Si oui quelles sont les références de l'agrément?

- Oui, agréée par arrêté ministériel depuis 1995.

RESSOURCES MATERIELLES ET HUMAINES

Quels sont les équipements que vous disposez ?

- 10 ordinateurs stationnaires;
- 1 groupe électrogène;
- 2 imprimantes;
- Mobiliers de bureau.

Comment ont été acquis ces équipements (par donation d'un partenaire ou achat pour ressources de l'institution) ?

- Achat sur fonds propres du centre.

Quelles sont les personnes ressources que vous disposez pour exécuter les activités ? Quels sont leur niveau de formation et leur disponibilité ?

- Le centre dispose de 6 employés permanents tous universitaires pour les différentes formations.

Existe-t-il un plan de formation/perfectionnement continu pour les personnes ressources ? Si oui, qui finance ce plan de formation/perfectionnement ?

- Le centre organise le perfectionnement continu de son personnel pour améliorer la qualité de sa prestation.

SECTEURS D'INTERVENTION ET APPROCHES

Quelle est votre zone d'intervention ?

- Région Naturelle du Fouta Djallon

Quels sont les secteurs économiques que votre institution couvre ?

Il y a les domaines d'intervention suivants:

- Formation professionnelle;

- Gestion comptable;
- Informatique;
- Prestation avec des Projets et programmes.

Quelles sont les expériences d'appui que vous avez réalisées avec des opérateurs du secteur privé ? Pour chacune des expériences, quel est le nombre de bénéficiaires ?

- Le centre a formé une dizaine de promotion avec en moyenne 15 candidats par promotion depuis sa création.

Est-ce que vous menez des actions d'identification des besoins avant intervention ? Si oui comment procédez-vous ?

- Oui, Le centre évalue les besoins des apprenants avant de réaliser les différentes formations.

Quels sont les rôles et responsabilités des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités ?

- Les bénéficiaires suivent un programme intense de formation en payant un montant de 660.000 GNF par an.

Comment les bénéficiaires perçoivent-ils votre méthode ?

- C'est une méthode active de formation qui est généralement bien acceptée par les apprenants.

Est-ce que vous organisez des visites pour le suivi des actions initiées ? Si oui, comment procédez-vous ?

- Le centre fait le suivi des sortants de son école dont la plupart ont trouvé du boulot dans les projets ou programmes.

PARTENARIAT ET FORMES DE COLLABORATIONS

Est-ce que vous exécutez seuls les activités ou vous les réalisez avec l'appui d'un partenaire ?

- Exécute seul ses activités mais, cherche actuellement des partenaires pour agrandir le centre.

En dehors de la mise en œuvre des activités, est-ce votre institution bénéficie d'un appui institutionnel du partenaire ? Si oui, en quoi consiste cet appui institutionnel ?

- Non aucun appui.

Votre institution est-elle affiliée à un réseau ? Si oui, citez le réseau. Si non pourquoi ?

- Non, pour le moment mais c'est en perspective.

DIFFICULTES DANS L'APPUI AU SECTEUR PRIVE

Quelles sont les principales difficultés que vous avez rencontrées avec les opérateurs du secteur privé ?

- Indisponibilité d'une source d'énergie fiable pour réaliser les formations sans interruption;

Comment avez-vous procédé pour résoudre ces obstacles ?

- Utilisation d'un groupe électrogène dont la consommation est coûteuse.

Annexe 13 Société Générale de Banque en Guinée (SGBG)

Date de l'enquête: 22 / 07 / 2008

Nom de l'institution ?

- Société Générale de Banque en Guinée (SGBG)

Date de création ?

- 1986 avec comme siège à Conakry, installation dans la région en mars 2002

UNIQUEMENT POUR LES INSTITUTION DE MICRO CREDITS

Nombre d'adhérents/associés ou clients dans la région ?

- 3000 clients parmi lesquels, on compte le secteur informel, les projets et programmes et le secteur public.

Organes dirigeants au niveau local (effectif et nombre de femmes) ?

- Une direction d'agence composée d'un directeur d'agence, 1 conseiller clientèle, 4 caissiers, 3 trieuses et 1 opérateur Western Union.

Existence d'une structure de contrôle (effectif et nombre de femmes) ?

- Le contrôle est assuré par le siège de Conakry avec des inspecteurs.

Quel est le volume de crédits octroyés par votre institution par secteur d'activités en 2007 ?

L'encours crédit au premier trimestre 2008, il s'élevait à 708.000.000 GNF pour tout secteur confondu.

Quel est le volume de crédits octroyés au secteur privé régional ?

N.B: Certaines statistiques sont indisponibles à Conakry.

Quels sont les secteurs d'activités où le risque financier est élevé ? Si oui, pourquoi ?

- Les secteurs du transport et de l'élevage représentent pour nous des secteurs à risque à cause de leur caractère saisonnier.

Selon votre expérience avec le secteur privé local, quelles sont les faiblesses des opérateurs économiques ?

Les faiblesses sont entre autres:

- Mauvaise élaboration des dossiers de crédits;
- Faiblesse dans la vision de leurs activités;
- Faiblesse de la culture du crédit surtout au niveau des commerçants.

Annexe 14 Institution de Micro Finance de la FEPAL

Date de l'enquête: 21 / 07 / 2008

Nom de l'institution ?

- Institution de Micro Finance de la FEPAL

Date de création ?

- Décembre 2004

UNIQUEMENT POUR LES INSTITUTION DE MICRO CREDITS

Nombre d'adhérents/associés ou clients dans la région ?

- Elle compte 2500 clients potentiels et 795 clients ont bénéficié du crédit dont 535 femmes.

Organes dirigeants au niveau local (effectif et nombre de femmes) ?

L'IMF dispose de deux organes à savoir:

- Le comité de gestion, qui statue sur les dossiers de crédits et décide de l'octroi ou non du crédit, il assure aussi le suivi des crédits octroyés;
- La cellule technique, quant à elle appuie le montage des dossiers de crédits tout en assurant la gestion financière et comptable du fond.

Quel est le volume de crédits octroyés par votre institution par secteur d'activités en 2007 ?

- Le montant du crédit octroyé aux artisans jusqu'à maintenant s'élève à 298.500.000 GNF
- Il existe deux types de crédits à savoir le crédit solidaire et le crédit individuel à taux d'intérêt de 30% linéaire.

Quels sont les secteurs d'activités où le risque financier est élevé ? Si oui, pourquoi ?

- L'artisanat est le seul secteur bénéficiaire de ce fond et les femmes remboursent mieux que les hommes le crédit selon nos constats.

Selon votre expérience avec le secteur privé local, quelles sont les faiblesses des opérateurs économiques ?

Les faiblesses des artisans demandeurs de crédits sont les suivantes:

- Mauvaise utilisation du crédit parfois;
- Non-respect des engagements par certains bénéficiaires.